



Les mille sources de la Colère

N° 126

OCTOBRE 2019

À la mémoire de Pascale, notre camarade du SIE d'Yvetot (76).

L'EDITO

Voilà maintenant plus de 6 mois qu'un ministre de passage est venu dévoiler sa carte de la géographie revisitée pour la Corrèze. Avant sa venue, nous avons déjà organisé la résistance face à ce qui s'apparente à une liquidation programmée. Ce ministre, dans un entretien, se vante d'être proche d'un accord avec le département de la Corrèze. Quel accord ? Avec qui ? Sur quelles bases ? Silence, on parle d'humains... Le directeur ? « Je ne sais rien ». Comme un goût de déjà vu, de déjà entendu. À la saint Pinocchio, tout sera beau. Les élus de la Corrèze, comme ailleurs, ont massivement compris que cette réforme n'était que de l'enfumage et que la finalité était l'abandon de territoires par un État soucieux de se décharger de ses obligations, sans contrepartie. La population demande plus de services publics, plus d'État. Qu'à cela ne tienne, on va leur proposer des coquilles vides qui ne feront qu'accroître le sentiment d'abandon et mettre à mal le consentement à l'impôt, fondement indispensable de notre république.

Le plan de démantèlement est sans précédent, près de 1000 structures sont menacées sur le territoire. Au-delà des implantations géographiques, toutes nos missions sont dans le viseur pour justifier, à terme, la suppression massive d'emplois.

Comme cela ne suffit pas, on accuse, comme toujours, les fonctionnaires de tous les maux afin de justifier la fin d'un statut qui, pourtant, garantit leur indépendance. Que dire des annonces qui fleurissent sur internet, proposant des contrats de 10 mois pour des chefs de poste comptable ? On imagine aisément sa capacité à être neutre et sans pression. Enfin, outre toutes ces « avancées », ils ont décidé de réformer les rapports humains. Nous assistons donc à la fin programmée des CAP, des CHSCT, d'un rôle amoindri des Comités Techniques. Quant aux règles de mutation, de promotion, d'affectations elles seront quasiment inexistantes ou du moins contournables par l'administration au gré de ses envies. Partout en France, les collègues se lèvent pour dire NON. Ils affirment leur fierté de servir une administration qui a toujours traité ses usagers avec équité. Ils craignent que ce nouveau monde ne serve que des intérêts particuliers qui sont bien éloignés de la notion de service public.

Rien n'est acté, tout est possible, nous continuons à exiger le retrait du plan Darmanin et une vraie réflexion sur l'accomplissement de nos missions dans les meilleures conditions.

N'oubliez pas le guide

En retard d'une journée sur le calendrier, la DDFIP19 a participé à la journée du patrimoine en proposant « porte close au CFP de Brive », invitant les usagers à emprunter l'entrée du personnel pour accéder aux services, en totale violation des règles de sécurité rabâchées régulièrement. Non, pas d'action de la CGT ce jour-là mais une panne du rideau électrique, quand on rogne sur tout, ça finit par se voir. Tant qu'on peut sortir...

Le changement y'a que ça de vrai

En attendant « réussir son déménagement pour suivre sa mission avant qu'elle ne disparaisse », la direction vous proposait en septembre la formation « mieux vivre le changement ». Au programme, notamment, « agir pour ne pas subir, mettre en place sa stratégie d'action »; C'est bien ce que nous faisons de concert, même si ce n'est pas la mélodie attendue par le chef d'orchestre du département. On va la battre la mesure !

Le retour du carbone

Début septembre, la cellule foncière s'installait au 1er étage du CFP de Brive... sans aucune imprimante !

Mais, pas de panique, la direction avait la solution: Le redéploiement d'un des 2 mopieurs du SAID Urbain et du recouvrement !

Agacé, le chef de service concerné montait au créneau et Numéro 1, dans les cordes, faisait commander un beau mopieur tout neuf pour étouffer dans l'œuf toute jacquerie. Ça évitera aux agents de faire une chasse au trésor pour retrouver un stock de carbone mais les alertera, encore une fois, sur la considération de nos instances.

Une franchise sinon rien

Nous pensions avoir l'exclusivité, eh bien pour une fois nous nous sommes trompés :

Les contacts avec les collègues d'autres départements montrent clairement que Supermenteur est devenu une franchise nationale. Bon, nous avons peut-être néanmoins la cellule souche, mais pas de quoi être fiers pour autant.

L'assassin habite rue de Bercy



Le 17 septembre dernier, suivi par son ombre, numéro 1, un rien chafouin, s'agaçait sur les marches de la direction et polluait une scène de crime en confisquant, par deux fois, des preuves matérielles.

À ce jour, rien n'a été restitué : Cette mise sous scellés irrégulière de matériel syndical est un indice de plus à verser au dossier « Gérald m'a tuer » et montre à quel point les investigations syndicales se sont avérées visionnaires. Prière de rendre le matériel et de relâcher le principal otage, le service public.

Selon la police ou selon les syndicats ?

Depuis le début de l'année, nous récoltons précieusement les motions de soutien votées par les conseils communaux ou communautaires, motions déposées également chez le préfet. Après une très belle moisson depuis mi-juin, nous nous approchons à grand pas des 200, alors que Numéro 1 n'en trouve qu'une centaine en préfecture : Avec cette chaleur, cela doit être de l'évaporation naturelle.

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts mail : cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30